

Japon-Russie : les limites d'un rapprochement stratégique



Céline PAJON

Octobre 2017

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère de la Défense.

ISBN : 978-2-36567-765-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :

Céline Pajon, « Japon-Russie : les limites d'un rapprochement stratégique », *Russie.Nei.Visions*, n° 104, Ifri, octobre 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Céline Pajon est chercheur, spécialiste du Japon au Centre Asie de l'Ifri depuis 2008. Elle analyse les évolutions de la politique étrangère et de défense japonaise. Elle suit également les grands débats de la vie politique nippone. Ses recherches couvrent enfin les relations internationales et la géostratégie de la région indopacifique. Céline Pajon est chercheur associé au Canon Institute for Global Studies (CIGS) à Tokyo, où elle a effectué plusieurs séjours de recherche ces dernières années. En 2016, elle est chercheur invité au JIIA, le Japan Institute of International Affairs, le *think tank* du ministère des Affaires étrangères japonais.

Parmi ses dernières publications figurent :

- « Japan's Security Policy in Africa: The Dawn of a Strategic Approach? », *Asie.Visions*, n° 93, Ifri, mai 2017 ;
- « Japan's Coast Guard and Maritime Self-Defense Force in the East China Sea: Can a Black-and-White System Adapt to a Gray-Zone Reality? », *Asia Policy*, n° 23, janvier 2017, p. 111-130 ;
- « Japan and its Alliance with the US: Structure, Dynamics, Evolution to 2030 », *Études de l'Ifri*, mai 2016.

Résumé

En renforçant l'antagonisme entre la Russie et le « camp occidental », la crise ukrainienne a mis en évidence les limites et contradictions d'un rapprochement russo-japonais. La dépendance de la Russie vis-à-vis de la Chine s'est renforcée parallèlement à celle du Japon face aux États-Unis. Le réinvestissement politico-militaire russe dans son Extrême-Orient et le retour de la problématique sécuritaire dans les discussions territoriales sont symptomatiques du durcissement de la posture russe vis-à-vis des puissances occidentales, et des États-Unis au premier chef. Par ailleurs, la Russie doute de l'importance du bénéfice économique d'un éventuel accord territorial avec le Japon.

De fait, le sommet Abe-Poutine en décembre 2016 semble marquer une nouvelle approche : Russie et Japon favorisent finalement un rapprochement pragmatique, graduel et tous azimuts. La résolution du différend territorial passe désormais après le renforcement de la coopération économique, principalement *via* le développement conjoint des Kouriles du Sud. Cette approche a plusieurs vertus : motiver la poursuite d'un dialogue et de visites à un rythme soutenu ; concrétiser les progrès du partenariat en permettant d'engranger des « petites victoires » ; offrir aux populations respectives le récit d'un succès diplomatique graduel et scénarisé. Il doit finalement permettre, dans un premier temps, un retour du Japon sur les îles, plutôt qu'un retour des îles au Japon. Cependant, l'élaboration d'un tel projet, qui requiert un statut spécial, reste très complexe.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA PERSPECTIVE D'UNE RÉOLUTION DU CONTENTIEUX TERRITORIAL S'ÉLOIGNE.....	7
La crise ukrainienne rebat les cartes de la relation nippo-russe	7
Les îles Kouriles du Sud voient leur importance stratégique renforcée	9
Le coût politique d'un accord sur les îles reste très élevé.....	12
MOYENS ET OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE DES « PETITS PAS »	15
Changement de stratégie : séparation des dossiers territorial et économique	16
Des perspectives limitées pour la coopération économique	17
Une relation stratégique en manque de confiance	20
CONCLUSION	23

Introduction

Le 15 décembre 2016, Shinzo Abe accueille Vladimir Poutine à Nagato, sa ville natale. Cette visite, négociée âprement depuis plus de deux ans, est présentée comme une occasion historique de signer un accord sur le contentieux territorial qui empêche les deux pays de conclure un traité de paix depuis 1945. Cette rencontre au sommet s'avère finalement peu fructueuse : elle ne permet aucune avancée sur la question de la souveraineté des Kouriles du Sud¹ (pour les Russes) ou des Territoires du Nord (pour les Japonais), seul un projet de développement économique conjoint des îles est évoqué. Ce résultat est considéré comme un échec par la diplomatie japonaise qui a déployé d'importants efforts depuis 2013, sous la direction du Premier ministre Abe, pour résoudre le différend.

Vladimir Poutine et Shinzo Abe se sont en effet rencontrés une quinzaine de fois pour amorcer un rapprochement stratégique, porté par des intérêts convergents en matière de coopération économique et énergétique d'une part, et d'équilibre des puissances en Asie d'autre part². Dans l'espoir qu'un traité de paix avec Moscou renforcerait sa stratégie de contreponds face à Pékin, Tokyo avait adopté une posture flexible afin de surmonter le blocage territorial³.

Malgré cette dynamique positive, la question territoriale reste entière. Le sommet de décembre 2016 semble marquer une inflexion dans la trajectoire du rapprochement nippo-russe : les deux voisins adoptent alors une nouvelle approche qui vise à poursuivre leurs objectifs respectifs à travers un renforcement pragmatique, graduel et tous azimuts de la relation sans se focaliser sur la résolution du différend territorial et la conclusion d'un traité de paix. Tokyo souhaite favoriser l'autonomie

1. Les Kouriles du sud (ou Territoires du Nord pour les Japonais) sont composées des quatre îles méridionales de la chaîne des Kouriles (Etorofu, Kunashiri, Shikotan et les Habomai pour les Japonais, Iturup, Kunashir, Shikotan et les Habomai pour les Russes) situées au nord d'Hokkaido et au sud de Sakhaline. Sous administration russe depuis le 18 août 1945, elles comptent aujourd'hui 16 400 habitants. Dans cette étude, les îles seront désignées par leurs acceptions russes.

2. Voir la précédente étude de l'auteur sur la question : C. Pajon, « Japon-Russie : vers un rapprochement stratégique ? », *Russie.Nei.Visions*, Ifri, n° 72, septembre 2013, www.ifri.org.

3. Tokyo évoque, non plus la rétrocession de la totalité des quatre îles, mais des solutions médianes incluant le retour des deux plus petites îles. La déclaration russo-japonaise de 1956 mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays prévoyait en effet que Moscou céderait au Japon, après la signature d'un traité de paix, les petites îles Habomai et Shikotan. Le Japon met également l'accent sur la coopération économique pour créer les conditions favorables à un accord territorial.

stratégique de Moscou par rapport à la Chine en lui offrant coopération économique et politico-militaire. Moscou répond aux sollicitations nippones et cherche à faire fructifier cette relation, sans pour autant faire de concessions sur les îles.

La perspective d'une résolution du contentieux territorial s'éloigne

La crise ukrainienne rebat les cartes de la relation nippo-russe

Position japonaise sur les sanctions

L'annexion de la Crimée par Moscou en mars 2014 et les interventions russes à l'Est de l'Ukraine ont conduit à l'adoption de sanctions par les pays occidentaux visant des entités ou personnalités russes. Moscou a alors cherché à limiter l'impact des sanctions en intensifiant ses échanges économiques et politiques avec ses partenaires asiatiques, en particulier le Japon, membre du G7, grande puissance financière et industrielle et très demandeur d'un rapprochement stratégique avec son voisin russe.

Si Tokyo s'est trouvé dans l'obligation de dénoncer, comme il le fait pour la Chine dans son environnement immédiat, l'usage de la force par la Russie au mépris du droit international, il n'a adopté que tardivement des sanctions largement symboliques⁴ (principalement des gels d'avoirs et quelques mesures sectorielles sans conséquences réelles pour les échanges commerciaux bilatéraux). Tout en affichant sa solidarité avec ses partenaires du G7, il a ainsi conservé des conditions favorables au maintien d'un dialogue politique de haut niveau avec la Russie⁵. Le Japon ne souhaite pas lier le dossier ukrainien aux négociations pour un rapprochement stratégique et préfère se concentrer, dans cette perspective, sur les actions de la Russie en Asie⁶. Moscou a bien compris cette tendance : à la différence de l'Union européenne et des États-Unis, le

4. Y. Koike, « Japan's Russian Dilemma », *The Japan Times*, 4 avril 2014, www.japantimes.co.jp.

5. « Les sanctions contre la Russie contribuent, plutôt que d'y faire obstacle, à la poursuite de plusieurs objectifs stratégiques, notamment à renforcer 1) l'alliance nippo-américaine 2) l'ordre international 3) les relations avec plusieurs pays, y compris la Russie ». Lire D. Kitade, « Considering the Effects of Japanese Sanctions against Russia », *Mitsui Global Strategic Studies Institute Monthly Report*, juillet 2016, www.mitsui.com.

6. M. Tsuruoka, « Strategic Considerations in Japan-Russia Relations: The Rise of China and the US-Japan Alliance », in S. Itoh *et al.*, « Japan and the Sino-Russian Entente: The Future of Major-Power Relations in Northeast Asia », *NBR Special Report*, n° 64, avril 2017, p. 14, www.nbr.org.

Japon a bénéficié d'un traitement neutre dans les médias et discours officiels russes et aucun embargo n'a frappé les produits japonais. Les sanctions nippones ont été présentées comme insignifiantes et prises sous la pression de Washington⁷.

Du point de vue de Moscou, Tokyo est apparu comme un intermédiaire pour relayer le point de vue russe auprès des membres du G7, d'autant que le Japon a accueilli le sommet à Ise-Shima en mai 2016 : un rapprochement spectaculaire avec l'archipel nippon aurait permis à la Russie de rompre le front commun des puissances occidentales⁸. Shinzo Abe s'est lui-même positionné comme un médiateur et a multiplié les visites et les discours appelant à la réintégration de la Russie, contre l'avis de son allié américain⁹.

Les États-Unis et la Chine renforcent leur influence sur la relation nippo-russe

Toutefois, les attentes russes vis-à-vis du Japon sont rapidement déçues : l'incapacité de Tokyo à éviter l'adoption de nouvelles sanctions par le G7 a été interprétée à Moscou comme à la preuve de sa subordination aux États-Unis.

L'élection de Donald Trump aux États-Unis en novembre 2016 renforce encore cet état de fait : l'imprévisibilité du nouveau président américain et ses prises de position, lors de la campagne, qui préfiguraient une remise en cause des alliances de sécurité, ont suscité l'inquiétude de Tokyo. Le Japon, qui considère la pérennité de son alliance avec les États-Unis comme vitale face à la montée de la puissance chinoise et la menace que présente la Corée du Nord, va donc continuer à prioriser le renforcement de la relation nippo-américaine. Ce n'est pas un hasard si la visite de Vladimir Poutine au Japon a été organisée en décembre, *après* les élections américaines. À Moscou, l'élection de Donald Trump n'apparaît rapidement plus comme un gage de relations apaisées avec Washington. Bien au contraire, les scandales qui marquent le début de son mandat poussent Donald Trump à adopter une ligne ferme face à la Russie. Si Washington considérait qu'un rapprochement nippo-russe contrevenait

7. D. Streltsov, « Russo-Japanese Relations: A Skeptical View », in V. Panova et A. Lukin (dir.), « Russia and Japan – Looking Together in the Future », Vladivostok, Far Eastern Federal University, 2016, p. 25

8. T. Taniguchi, « A One in Sixty-year Opportunity? Shinzo Abe's Approach to Vladimir Putin », in G. Rozman (dir.), *Japan-Russia Relations: Implications for the US-Japan Alliance*, Sasakawa Peace Foundation USA, 2016, p. 41.

9. L. Barber et R. Harding, « Japan's Abe Calls for Putin to Be Brought In from the Cold », *Financial Times*, 17 janvier 2016, www.ft.com.

aux intérêts américains, il serait ainsi très difficile pour Shinzo Abe de poursuivre sa politique actuelle de main tendue¹⁰.

Par ailleurs, l'accélération du tournant russe vers l'Asie après 2014 s'est essentiellement traduite par un renforcement de la relation russo-chinoise, qui se caractérise par une forte asymétrie, en premier lieu économique, au détriment de la Russie¹¹. Dans le même temps, la coopération stratégique a pris un véritable essor¹². Moscou, jusqu'alors réticent à vendre ses équipements militaires les plus modernes à Pékin, a fait volte-face : en 2015, la Chine est ainsi devenue le premier acheteur du système de défense antiaérienne et antimissile S-400 pour 3 milliards de dollars et a commandé 24 chasseurs Sukhoi Su-35 pour 2 milliards. Ces transferts d'armements inquiètent les voisins : ils permettront à Pékin de renforcer sa défense aérienne en mer de Chine de l'Est et du Sud¹³. Les deux partenaires ont également multiplié des exercices militaires d'ampleur toujours plus vaste sur des terrains hautement symboliques, comme la Méditerranée ou la mer Baltique.

Cette dépendance renforcée de la Russie vis-à-vis de la Chine et du Japon vis-à-vis de Washington rend plus difficile une éventuelle résolution du différend territorial. Un autre facteur éloigne encore la perspective d'un retour des îles au Japon : l'importance politico-militaire que les Kouriles du Sud ont prise ces dernières années pour Moscou.

Les îles Kouriles du Sud voient leur importance stratégique renforcée

Modernisation progressive des équipements de défense russes

Ces dernières années, la Russie a réinvesti militairement son Extrême-Orient, y compris l'archipel des Kouriles, qui occupe une position géographique importante : il ferme la mer d'Okhotsk, utilisée traditionnellement comme un sanctuaire pour les forces stratégiques

10. Entretien avec un universitaire russe, expert des questions asiatiques, Moscou, avril 2017.

11. Voir A. Gabuev, « Friends with Benefits? Russian-Chinese Relations after the Ukraine Crisis », Centre Carnegie de Moscou, juin 2016, <http://carnegie.ru>.

12. M. Yahuda, « Japan and the Sino-Russian Strategic Partnership », in S. Itoh *et al.*, *op. cit.* [6], p. 1-10.

13. T. R. Heath, « How China's New Russian Air Defense System Could Change Asia », War on the Rocks, 21 janvier 2016, <https://warontherocks.com>.

navales russes¹⁴. Une force militaire très limitée – les 3 500 hommes de la 18^e Division d'artillerie – est postée sur les quatre îles méridionales¹⁵. Elle reste cependant longtemps sous-équipée et il faut attendre 2015 pour que Moscou mette en place des infrastructures militaires modernes. En novembre 2016, la Russie déploie sur les îles les derniers modèles de systèmes de défense côtière et des drones de nouvelle génération. Les systèmes de missiles sol-mer *Bal* et *Bastion* sont installés respectivement sur les deux plus grandes îles de Kunashir et Iturup. Le système *Bal* permet de détruire des cibles sous-marines à plus de 180 kilomètres alors que le système *Bastion* emploie des missiles de croisière antinavires P-800 *Oniks* avec une portée maximale de 300 kilomètres, assurant une zone de protection de 600 kilomètres autour du lanceur¹⁶. En février 2017, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou annonce qu'une nouvelle division de l'armée de Terre doit être déployée sur les Kouriles avant la fin de l'année. Toutefois, il pourrait s'agir d'un simple renforcement – à hauteur de 1 500 hommes – de la 18^{ème} Division déjà présente¹⁷.

Ce mouvement participe d'une modernisation progressive des équipements de défense russes, mais aussi de la mise en place d'un dispositif de protection et de déni d'accès du littoral nord qui court autour de l'Arctique (de la péninsule de Kola aux Kouriles)¹⁸. Par ailleurs, pour assurer la pérennité de la présence de sa flotte du Pacifique dans la zone, Moscou conduit des études préparatoires pour la construction d'une nouvelle base aéronavale sur l'île de Matua, au centre de la chaîne des Kouriles, qui avait accueilli une base aérienne japonaise avant 1945¹⁹. Matua permet de contrôler l'accès à la mer d'Okhotsk et de faciliter les manœuvres des avions de longue distance en servant de point de ravitaillement²⁰.

Enfin, les manœuvres et exercices autour des Kouriles se sont intensifiés. En 2014, les exercices *Vostok* sont les plus importants organisés

14. Le sous-marin nucléaire Alexander Nevsky de classe Boreï a été déployé en septembre 2015 à la base de Vilioutchinsk sur la péninsule du Kamchatka, suivi par le sous-marin de même classe Vladimir Monomakh en septembre 2016.

15. V. Kashin, « Russian Views on Security and Foreign Policy in the Asia-Pacific and Prospects for Cooperation with Japan », in G. Rozman (dir.), *op. cit.* [8].

16. « La Russie déploie des missiles côtiers sur les Kouriles », Sputnik, 22 novembre 2016, <https://fr.sputniknews.com>.

17. F.-S. Gady, « Is Russia's Military Deploying 10,000 Additional Troops on the Kuril Islands? », *The Diplomat*, 1^{er} mars 2017, <http://thediplomat.com>.

18. « Coastal Defense Division to Appear in Russia's Chukotka in 2018 – Defense Minister », TASS, 23 août 2016, <http://tass.com>.

19. H. Yamazoe et S. Akimoto, « Russia: President Putin's Visit to Japan », in *East Asia Strategic Review 2017*, National Institute for Defense Studies, Tokyo, mai 2017, p. 188-189, www.nids.mod.go.jp.

20. « New Russian Base on Kuril Island to "Change Military Balance" in Pacific », Sputnik, 1^{er} juillet 2016, <https://sputniknews.com>.

depuis l'ère soviétique et mobilisent 100 000 hommes dans l'Extrême-Orient russe. En mars 2015, un scénario de riposte à une attaque ennemie est simulé sur les Kouriles. Par ailleurs, les patrouilles russes autour de l'archipel nippon ont augmenté, provoquant un nombre élevé de décollages en urgence côté japonais (301 décollages pour l'année 2016, en augmentation de 4,5 % par rapport à l'année précédente²¹).

Les milieux militaires japonais ne considèrent pas cette montée en puissance des activités militaires russes à leurs frontières comme hostile à Tokyo, mais plutôt comme un signal envoyé à la fois à la Chine, qui affiche un intérêt croissant pour la zone arctique, et aux États-Unis, dont le déploiement du système de défense antimissile se poursuit en Asie orientale.

Les îles et l'alliance de sécurité nippo-américaine

L'avenir des îles Kouriles du Sud dans le cadre de l'alliance nippo-américaine soulève deux questions majeures : en cas de rétrocession au Japon, les îles seront-elles placées sous protection américaine ? Les États-Unis seront-ils autorisés à y installer des bases ou équipements ?

Le Japon pourrait difficilement exclure une partie de son territoire de la protection américaine ; toutefois, il pourrait s'opposer à l'implantation d'éventuelles bases américaines sur les îles. Dans cette perspective, Moscou pourrait exiger de Tokyo un accord légalement contraignant et non une simple déclaration politique²². Vladimir Poutine aurait soulevé cette question lors du sommet de décembre 2016. En juin 2017 au Forum économique de Saint-Pétersbourg, il a publiquement qualifié d'« absolument inacceptable pour la Russie » l'implantation de bases américaines sur les îles si celles-ci retournaient au Japon²³.

Plusieurs experts russes soulignent cependant le caractère « symbolique » de cette revendication : elle aurait pour double objectif de retarder les négociations autour de la question territoriale et d'envoyer un

21. Multiplication des vols de bombardiers de longue distance *Tupolev* Tu-95 et Tu-160, accompagné par des avions de reconnaissance A-50 et des chasseurs Su-27. Lire « Statistics on Scrambles through Fiscal Year 2016 », Communiqué de presse, Ministère de la Défense, Japon, 13 avril 2017, www.mod.go.jp.

22. Selon un expert japonais, la Russie souhaitera des garanties plus fortes que celles négociées avec l'OTAN, qui s'était engagé politiquement en 1997 à ne pas déployer de forces substantielles le long des frontières russes. Lire M. Tsuruoka, « Strategic Considerations in Japan-Russia Relations: The Rise of China and the U.S.-Japan Alliance », *op. cit.* [6], p. 17-18.

23. « Putin Not Ruling Out US Troop Presence on Kurils if Islands Controlled by Japan », Sputnik, 1^{er} juin 2017, <https://sputniknews.com>.

message aux États-Unis²⁴. En effet, les milieux militaires russes considèrent que le système THAAD qui a commencé à être déployé près de Séoul – et dont Tokyo a un moment envisagé de se doter avant de lui préférer le système *Aegis Ashore* – est une nouvelle pièce du dispositif antimissile américain de nature à transformer l'équilibre stratégique entre les deux grandes puissances nucléaires²⁵. La Russie, qui établit un rapprochement rhétorique entre les contextes européen et asiatique, affirme que la militarisation des îles Kouriles constitue une réponse nécessaire aux tentatives des États-Unis et de leurs alliés pour l'encercler²⁶. Moscou s'est même efforcé de sensibiliser Tokyo en organisant à l'ambassade de Russie une réunion spécifique sur le système antimissile américain, mettant en exergue la « menace sérieuse » qu'il fait peser sur la Russie²⁷.

Tant le contexte international que la situation géostratégique locale compliquent la résolution du contentieux territorial. Un troisième facteur plaide également pour un contournement du dossier : le coût politique de concessions de part et d'autre.

Le coût politique d'un accord sur les îles reste très élevé

Vladimir Poutine avait en 2013 évoqué le terme relatif au judo d'*hikiwake* pour décrire l'issue idéale du contentieux territoriale : une solution médiane qui ne verrait aucun pays perdre la partie. Elle nécessiterait toutefois des concessions significatives : le Japon devrait renoncer définitivement à réintégrer les quatre îles²⁸ ; la Russie, pour sa part, serait contrainte d'accepter de se conformer *a minima* à la Déclaration conjointe de 1956 évoquant le « retour » (sans en préciser les conditions légales) des deux plus petites îles au Japon. Or, pour les deux parties, une concession territoriale pourrait être perçue comme un signe de faiblesse tant par les opinions publiques que par leurs voisins.

24. Entretien avec des experts russes, un spécialiste des questions internationales proche du MAE et un universitaire expert des questions asiatiques, Moscou, avril 2017.

25. A. Gabuev et L. Aixin, « Can Russia and China Join Efforts to Counter THAAD? », *Global Times*, 27 mars 2017, www.globaltimes.cn.

26. « Concernant le renforcement de nos capacités militaires dans l'Extrême-Orient russe et sur les îles [Kouriles] en particulier, ce n'est pas une initiative de la Russie, tout comme en Europe » : Vladimir Poutine, cité dans « Putin Says Russia Has to Respond to Other Countries' Military Potential Buildup », TASS, 1^{er} juin 2017, <http://tass.com>.

27. « La Russie durcit sa position dans les négociations pour les territoires du Nord [en japonais], *Nikkei Shimbun*, 23 juin 2017.

28. À ce propos, lire J. D. J. Brown, *Japan, Russia and Their Territorial Dispute: The Northern Delusion*, Londres, Routledge, 2016.

En Russie, hormis Vladimir Poutine, les partisans d'un rapprochement avec le Japon sont effectivement peu nombreux. Le ministère de la Défense russe est en particulier très opposé à la cession de territoires aux Japonais, pour des raisons stratégiques, mais aussi symboliques – les Kouriles du Sud renvoient à l'identité de la Russie comme vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. En outre, les Russes ont compris, en faisant monter les enchères ces dernières années, qu'un accord sur les îles n'impliquerait pas nécessairement l'arrivée d'investissements massifs de la part du Japon, dont le secteur privé manifeste peu d'intérêt pour le marché russe²⁹. Les dirigeants russes ont également rappelé à plusieurs reprises qu'il est inenvisageable de « vendre » le territoire national. *A contrario*, en Russie, le rapprochement avec la Chine est soutenu par de nombreux groupes d'intérêt dans les sphères politiques, économiques et administratives³⁰.

Le Japon, pour sa part, semble compter davantage de soutiens au rapprochement avec la Russie, même s'ils restent minoritaires. Au sein du gouvernement, on trouve des positions contrastées. Jusqu'en décembre 2016, ce sont des fonctionnaires du ministère de l'Économie et du Commerce (METI) qui ont géré le dossier russe pour le compte de Shinzo Abe. Pour le METI, l'objectif est de développer la coopération économique et énergétique sans nécessairement la conditionner à la question territoriale. À l'inverse, le ministère des Affaires étrangères (MOFA) est plus réticent à approfondir une relation qui peut se révéler néfaste pour les intérêts japonais sur la question territoriale et qui met Tokyo en porte-à-faux avec son allié américain. Depuis le sommet de décembre 2016, décevant pour le Japon, le METI est moins présent et c'est le MOFA qui est au cœur des négociations sur les questions légales liées au projet de développement conjoint. Par ailleurs, le milieu des affaires, bien qu'il soutienne officiellement les efforts gouvernementaux pour relancer la coopération économique avec la Russie, reste peu enclin à investir au vu des complications administratives et du manque d'infrastructure dans l'Extrême-Orient russe³¹. Le milieu de la Défense est, pour sa part, plutôt méfiant vis-à-vis de Moscou et considère qu'un accord ne mettra pas un terme aux activités militaires russes autour de l'archipel.

Dans les deux pays, l'opinion publique est généralement peu favorable à un accord territorial. Les îles sont intimement liées à l'identité nationale du Japon, comme de la Russie, et les groupes conservateurs des deux pays

29. Point de vue largement partagé par des universitaires et chercheurs de *think tanks* russes. Entretiens à Moscou avec l'auteur, avril 2017.

30. Entretiens avec des experts russes, universitaires et chercheurs de *think tanks*, Moscou, avril 2017.

31. « Chairman Sakakibara's Statements and Comments at His Press Conference », *Keidanren*, 19 décembre 2016. www.keidanren.or.jp.

restent campés sur des positions fermes et irréconciliables. Cependant, à moyen terme, les réticences de l'opinion publique ne semblent pas constituer un obstacle insurmontable : au Japon, les sondages ont montré que la population n'est pas attachée au retour de la totalité des quatre îles ; les experts russes estiment, par ailleurs, qu'un accord avec le Japon impliquant la rétrocession des deux plus petites îles ne soulèverait pas de contestation populaire forte.

De part et d'autre, le processus de prise de décision est très opaque sur la question du rapprochement bilatéral. Il est centralisé au niveau des chefs d'État et transpire peu au dehors. Pour cette raison, on ne peut écarter la possibilité d'une « surprise » aboutissant à la conclusion d'un traité de paix, d'autant que les deux dirigeants sont très engagés. Shinzo Abe, en particulier, a une approche émotionnelle, « romantique », du dossier. Un accord historique avec la Russie lui permettrait de marquer son temps, tout en terminant le travail commencé par son père Shintaro, décédé en 1991 sans avoir pu aller au bout de sa démarche de rapprochement avec Moscou. Dans la mesure où seuls deux chefs d'État, forts et populaires peuvent parvenir à un accord, la fenêtre d'opportunité se fermera sans doute au départ de Shinzo Abe – en 2021 au plus tard. Cela implique une incertitude sur le dossier à son départ. C'est pourquoi Poutine souhaiterait recevoir un certain nombre de garanties de la part du Japon sur l'avenir de la relation bilatérale après le départ d'Abe³², notamment sur la poursuite de la coopération économique, dossier qui doit rester indépendant de la question territoriale.

Ces divers éléments expliquent que le sommet de décembre 2016 au Japon n'ait pas conduit à une avancée décisive sur le dossier territorial, comme attendu et annoncé par plusieurs médias, mais plutôt à une déconvenue voire un « échec » pour Tokyo, qui s'est impliqué dans la coopération économique sans réelle concession russe. Plutôt qu'un progrès décisif, les deux pays ont convenu de s'engager vers une solution de développement économique conjoint des îles, selon des modalités qui restent à définir.

32. Entretien avec un expert japonais, Paris, mars 2017.

Moyens et objectifs de la stratégie des « petits pas »

Le projet de développement économique conjoint sur les Kouriles du Sud, proposé par Tokyo en novembre 2016, doit former le cœur de la « nouvelle approche » qui consiste à injecter du contenu concret dans la relation bilatérale. Il a plusieurs vertus : motiver la poursuite d'un dialogue et de visites à un rythme soutenu ; incarner les progrès du partenariat par de « petites victoires » ; offrir le récit d'un succès diplomatique graduel et scénarisé. Il doit également permettre, dans un premier temps, un *retour du Japon sur les îles* plutôt qu'un *retour des îles au Japon* et aider Tokyo à gagner les faveurs des résidents russes des Kouriles du Sud. Néanmoins, l'élaboration d'un tel projet, qui requiert un statut spécial, est complexe et très technique³³. Pour Moscou, la question de la souveraineté des îles n'étant pas négociable dans l'immédiat³⁴, le projet de développement conjoint doit être réalisé conformément à la loi russe. Le projet, annoncé unilatéralement par les autorités russes en juillet 2017, d'attribuer aux îles le statut de zone économique spéciale afin d'attirer les investisseurs étrangers (hors Japon) complique encore la donne pour les autorités japonaises³⁵. Pour Tokyo, il faut élaborer un dispositif particulier qui protège les intérêts japonais. Une première consultation, en mars 2017, a permis d'identifier une vingtaine de projets dans les secteurs de la pêche, la production de produits marins, la construction d'infrastructures de transport, et le tourisme.

Au-delà du plan de développement conjoint, Russie et Japon cherchent à renforcer la relation bilatérale sur les plans économiques et politico-militaires. Toutefois, les objectifs stratégiques sont revus à la

33. Un plan de développement similaire avait déjà été proposé en 1996 par la Russie, et s'était soldé par un accord sur les zones de pêches en 1998 et des visites exemptées de visa pour les anciens habitants japonais des îles. Lire Y. Zinberg, « The Kuril Islands Dispute: Towards Dual Sovereignty », *IBRU-Boundary and Security Bulletin*, hiver 1997, www.dur.ac.uk.

34. Entretiens avec des chercheurs russes proches du gouvernement et un universitaire russe expert des questions asiatiques, Moscou, avril 2017.

35. M. Hata, « Russia Plans Special Zones for Northern Islands », *The Yomiuri Shimbun*, 7 juillet 2017, <http://the-japan-news.com>.

baisse, et les perspectives de développement de la relation restent modestes.

Changement de stratégie : séparation des dossiers territorial et économique

Depuis fin 2016, Moscou et Tokyo ont revu les objectifs d'un rapprochement bilatéral à la baisse. Pour le Japon, il ne s'agit plus de briser l'entente sino-russe, mais « d'empêcher un front uni sino-russe contre le Japon sur les questions territoriales et historiques³⁶ ». Certes, malgré les pressions répétées de Pékin, Moscou parvient pour le moment à rester neutre sur des questions stratégiques délicates en Asie comme les différends territoriaux en mer de Chine de l'Est et du Sud, même si des évolutions de cette posture sont observées dernièrement confortant la position chinoise. Moscou cherche à diversifier ses partenariats dans la région pour se prémunir contre les risques d'une trop grande dépendance vis-à-vis de Pékin (vers l'Inde, les pays de l'ASEAN etc.³⁷). Toutefois, l'asymétrie grandissante de la relation laisse supposer que Moscou sera contraint à se positionner en faveur des intérêts fondamentaux de la Chine. La participation de Vladimir Poutine comme invité d'honneur des commémorations du 3 septembre 2015 à Pékin, mettant en scène la fin de la guerre contre les « fascismes » et considérées par Tokyo comme « antijaponaises » a pu être considérée comme une mise en garde. L'engagement du Japon envers la Russie doit donc viser à lui offrir de l'« espace stratégique » pour être moins dépendante de la Chine, sur le long terme et à « compliquer les calculs stratégiques » de Pékin³⁸. Pour cela, Tokyo doit se concentrer sur le renforcement de la coopération économique (afin de proposer une alternative à la Chine) et « mettre en sourdine » le dossier territorial, sous peine d'une réaction contreproductive de la part de la Russie³⁹. La visite d'Abe début mai 2016 à Sotchi a été l'occasion pour le Japon de présenter sa « nouvelle approche », fondée sur le développement de la relation économique qui ne doit plus être liée au dossier territorial. Un plan d'investissement en huit points, censés répondre aux efforts russes de pivotement vers l'Asie, est alors présenté⁴⁰. Priorité est désormais donnée à la diplomatie économique.

36. Entretien avec un expert japonais, Paris, mars 2017.

37. La Russie cherche aussi à maintenir son autonomie en continuant à vendre des équipements militaires au Vietnam, ou à l'Inde (projet de développement conjoint d'un chasseur de 5^e génération).

38. Entretien avec des diplomates japonais à Paris et Moscou, février-avril 2017.

39. Entretien avec un universitaire russe expert des questions asiatiques, Moscou, avril 2017.

40. « Abe Meets Putin, Agrees to "New Approach" in Bid to Resolve Festering Territorial Dispute », *The Japan Times*, 7 mai 2016, www.japantimes.co.jp.

En septembre 2016, le ministre de l'Économie Hiroshige Seko prend également officiellement en charge la coopération économique avec la Russie. Le retour des îles n'est donc plus central aujourd'hui, contrairement à ce que laisse penser la couverture médiatique de la relation bilatérale, excessivement focalisée sur la question territoriale. La stratégie japonaise vise désormais à développer la substance de la relation dans toutes les directions possibles.

En Russie, les partisans d'un rapprochement avec le Japon visent deux objectifs : d'une part, promouvoir une version russe du tournant vers l'Asie avec une véritable diversification des partenaires et le développement de l'Extrême-Orient russe, d'autre part, démontrer que la Russie n'est pas isolée sur la scène internationale. Pour cela, Moscou cherche à s'assurer une coopération économique japonaise sur le long terme, qui passe par la séparation pérenne des dossiers économiques et territoriaux. Ces buts peuvent être atteints par l'intermédiaire d'un rapprochement graduel, plutôt qu'un traité de paix – d'autant que le chef de l'État russe n'est pas dans une position favorable pour faire des concessions sur le plan territorial à l'horizon des élections présidentielles de mars 2018⁴¹. Le redressement de l'économie et la sortie de l'isolement diplomatique sont prioritaires.

Des perspectives limitées pour la coopération économique

Aujourd'hui, les échanges et investissements entre la Russie et le Japon restent très modestes, malgré la complémentarité de leurs économies⁴². Les hydrocarbures constituent les trois quarts des importations japonaises depuis la Russie en 2014 et en 2016, la Russie fournissant 6 % du pétrole et 9 % du gaz naturel liquéfié (GNL) au Japon. Pourtant, la coopération énergétique⁴³ pâtit de la baisse des prix de l'énergie, qui n'encourage pas les investissements pour développer les nécessaires infrastructures liées à l'exploitation et au transport de gaz sibérien. En outre, le Japon a diversifié ses sources d'approvisionnement ces dernières années : il reçoit du gaz naturel liquéfié (GNL) américain (14 % de ses importations de GNL en 2016) et australien. Le projet de construction d'une usine de liquéfaction de gaz à Vladivostok, projet phare depuis 2009 de la

41. H. Yamazoe et S. Akimoto, « Russia: President Putin's Visit to Japan », *op. cit.* [19], p. 167-169.

42. La Russie est le 23^e marché d'exportation et le 13^e marché d'importation pour le Japon en 2016.

43. H. Arai, « Japan-Russia Economic Relations with Emphasis on Energy Cooperation », in G. Rozman (dir.), *op. cit.* [8], p. 104.

coopération énergétique, semble donc aujourd'hui au point mort⁴⁴. Sa pertinence s'était amoindrie depuis le contrat gazier sino-russe de 2014 ; aujourd'hui, son abandon est aussi un symbole important de la stagnation de la coopération énergétique nippo-russe. Seule une forte volonté politique, associée à un contexte de remontée des prix de l'énergie, permettrait de relancer le projet. Les autres initiatives à l'étude, dont celle d'un pipeline Sakhaline-Japon, semblent également difficiles à concrétiser.

Pour consolider la relation, il faut élargir la coopération économique à d'autres secteurs, moins soumis à fluctuations. Dans le cadre des négociations ces derniers mois, le Japon a multiplié les initiatives et gestes de bonne volonté politique. L'offre économique japonaise à la Russie depuis 2016, s'appuyant sur le programme en huit points⁴⁵ (dont l'énergie⁴⁶, l'industrie, l'agriculture), peut être qualifiée de trompe-l'œil : il s'agit principalement d'un reconditionnement de projets déjà existants, ou d'une relance de ces projets⁴⁷. Les risques sont donc déjà anticipés par le Japon⁴⁸. En outre, le *package* économique proposé à la Russie ne constitue pas de l'aide : cela implique aussi que les projets doivent être économiquement rentables et que le secteur privé nippon doit s'engager à investir en Russie. Le plan, qui prévoyait originellement des investissements japonais de près de 9 milliards de dollars, commence ainsi à être mis en œuvre en décembre 2016 avec la signature de 80 accords, publics et privés, pour un montant de 2,6 milliards seulement⁴⁹.

Pour encourager les investissements malgré les sanctions américaines (absence de dollars dans les transactions, difficultés à travailler avec les entreprises sous sanctions) qui contraignent fortement les activités économiques et financières japonaises⁵⁰, les autorités nippones ont cherché à contourner les sanctions et ouvrir des options de coopération pour l'avenir. En octobre 2016, la *Japan Bank for International Cooperation* (JBIC) a annoncé un prêt de 38,5 millions de dollars à la banque russe Sberbank, pourtant ciblée par les sanctions, pour des raisons clairement

44. *Ibid.*, p. 108.

45. M. Satô, « Signs of Progress in Sochi? », Nippon.com, 12 mai 2016, www.nippon.com.

46. En décembre 2016, la JBIC a annoncé un prêt symbolique de 2 millions euros dans le projet de LNG Yamal. Tokyo ne s'est pas engagé sur les autres projets autour de l'Arctique, notamment Arctic 2.

47. Par exemple, l'accord pour l'exploration conjointe de champs d'hydrocarbures en Sibérie orientale impliquant JOGMEC et signé fin avril 2017 n'est qu'un prolongement d'une coopération en cours depuis 2007. Le centre médical de Khabarovsk est en discussion depuis 2015.

48. Entretiens avec des diplomates japonais, Paris et Moscou, février-avril 2017.

49. R. Yoshida, « Abe-Putin Summit Economic Deal but No Isles Steps », *The Japan Times*, 16 décembre 2016, www.japantimes.co.jp.

50. Les échanges bilatéraux ont baissé de 25 % entre 2015 et 2016 et les investissements directs japonais se sont effondrés de 80 % sur les trois premiers trimestres 2016 : « Russia-Japan Trade Drops Almost 25% in 2016 », TASS, 24 mars 2017, <http://tass.com>.

politiques⁵¹. JBIC va également participer, avec le *Russian Direct Investment Funds* à la mise en place d'un fonds d'investissement commun d'ici septembre 2017 qui doit permettre d'accroître l'autonomie des investissements nippons par rapport aux sanctions. Par ailleurs, une loi est votée en novembre 2016 autorisant la JOGMEC (*Japan Oil, Gas and Metals National Corporation*) à investir dans des compagnies pétrolières d'État tiers, ou de participer dans des achats de parts effectués par des sociétés japonaises dans de telles sociétés d'État pétrolières et gazières. Si cette modification visait notamment à permettre à JOGMEC d'acheter 10 % des stocks de pétrole de *Rosneft*⁵², ce projet ne s'est pas concrétisé. À la place, un plus modeste plan de prospection conjointe au large de Sakhaline entre les japonais JOGMEC, *Inpex*, *Marubeni* et le Russe *Rosneft* est annoncé au sommet de décembre 2016. Une joint-venture devrait enfin être mise en place pour faciliter les investissements vers la zone économique spéciale de l'Extrême-Orient⁵³.

Moscou met en effet en œuvre depuis 2015 des mesures préférentielles visant à attirer les investissements dans l'Extrême-Orient russe. Des zones économiques spéciales qui accordent des exceptions de taxes aux « résidents » (*Territories of Advanced Socio-Economic Development – TORs*) sont créées en décembre 2014, à l'été 2015, un statut de port franc (par exemple, le port franc de Vladivostok – SPV) est également établi⁵⁴. Pour le moment, seules trois entreprises japonaises du secteur agroalimentaire sont présentes sur ces zones⁵⁵. Le climat des affaires russes reste en effet trop risqué aux yeux du Japon, qui a besoin d'un examen approfondi du marché et de ses risques (complexité du régime fiscal et des procédures administratives, opacité de l'appareil législatif) avant de s'engager. La volatilité du contexte politico-économique depuis l'annexion de la Crimée, combinée à l'adoption des sanctions, renforce encore le sentiment d'incertitude. Ainsi, en l'absence de réformes structurelles de l'économie russe, les incitations politiques pourraient n'avoir qu'un effet limité sur la relance des investissements japonais.

51. « Japan to Lend to Sanctions-Hit Russian Bank », *Nikkei Asian Review*, 22 octobre 2016, <http://asia.nikkei.com>.

52. « Japan's 1 Trillion Yen Economic Assistance to Russia, a Foolhardy Ploy to Regain Northern Territories », *Sentak*, 11 octobre 2016, <https://sentaku-en.com>.

53. T. Maeda, CEO, JBIC, in « Russia-Japan: Smaller Steps for Bigger Results », *Russian International Affairs Council*, 28 avril 2017, <http://russiancouncil.ru>.

54. H. Arai, « Prospects for Japan-Russia Cooperation in the Far East of Russia », in V. Panova et A. Lukin (dir.), *op. cit.* [7], p. 61-62.

55. Y. Yokoyama, « Japanese Company Eyes Vegetable Factory in World's Coldest City », *Nikkei Asian Review*, 8 décembre 2016, <http://asia.nikkei.com>.

Une relation stratégique en manque de confiance

La coopération politico-militaire nippo-russe a plusieurs objectifs : d'abord instaurer la confiance, puis diversifier les partenaires asiatiques pour Moscou et éviter un front sino-russe hostile pour Tokyo. Toutefois, elle demeure modeste en raison des divergences d'intérêts et de postures japonais et russes sur des dossiers majeurs.

Le Japon avait pris en 2013 l'initiative de proposer un dialogue de type 2+2, réunissant les ministères russe et japonais de la Défense et des Affaires étrangères – un second a également été organisé en mars 2017⁵⁶. Pour Tokyo, il est important d'impliquer le ministère russe de la Défense, particulièrement opposé à la cession de territoire au Japon. Il s'agit aussi d'encourager la Russie à élaborer une stratégie de long terme en Asie qui ne soit pas sino-centrée.

Le sommet 2+2 est présenté, tant par les Russes que par les Japonais, comme un lieu de dialogue qui doit permettre de réduire le fossé des perceptions, encore très profond. Il s'agit donc d'abord d'une mesure de construction de confiance, préliminaire à la véritable coopération stratégique. Actuellement, il existe en effet plus de différences que d'accords entre les deux pays.

La première concerne le rapport au système d'alliance et aux États-Unis. La Russie reproche au Japon son manque d'indépendance vis-à-vis de Washington. La déclaration de Vladimir Poutine en juin 2017 rappelant que l'alliance nippo-américaine constitue un obstacle non seulement à la résolution de la question territoriale, mais aussi au projet de développement conjoint sur les îles, montre sa défiance⁵⁷. Les partisans d'une ligne dure en Russie estiment qu'un traité de paix avec le Japon est inenvisageable aussi longtemps que cette alliance perdurera. Pour sa part, Tokyo reste dépendant de son allié américain pour sa défense, et va continuer à privilégier cette relation avant toute autre.

Le dernier dialogue 2+2 a également montré que Russie et Japon ne partagent ni la même analyse, ni la même approche vis-à-vis du problème nord-coréen⁵⁸. L'approche russe de la Corée du Nord est aujourd'hui celle

56. Le Japon a été le premier pays à organiser un 2+2 avec la Russie depuis la crise en Ukraine.

57. « Putin: Too Early to Talk about Joint Work with Japan on Russia's Kuril Islands », Sputnik, 15 juin 2017, <https://sputniknews.com>.

58. « Japan-Russia Talks Expose Differences », *Yomiuri Shimbun*, 21 mars 2017.

d'une coordination étroite avec Pékin⁵⁹. Moscou plaide pour le dialogue et considère les pressions sur Pyongyang comme contre-productives. Ainsi, alors que la Chine commence en 2017 à appliquer des sanctions plus fermes en interrompant ses importations de charbon nord-coréen, les échanges commerciaux entre Pyongyang et Moscou connaissent une forte embellie⁶⁰ et Moscou décide en mai 2017 d'ouvrir une ligne de ferry entre Vladivostok et Rajin en Corée du Nord, qui doit faciliter l'objectif russe de multiplier par dix ses échanges (encore modestes) avec son voisin à l'horizon 2020. Cette approche, opposée à la ligne dure prônée par le Japon, limite les opportunités de coopération bilatérale sur ce dossier.

En outre, certaines questions restent taboues : Moscou aurait rejeté les demandes répétées du Japon pour discuter de la montée en puissance chinoise et des défis qu'elle pose en termes économiques et sécuritaires⁶¹. Si la confiance s'établit, la Russie pourrait accéder aux sollicitations nippones – étape essentielle pour que Tokyo puisse, à terme, jouer de sa relation avec Moscou vis-à-vis de Pékin. Le Japon cherche en effet à éviter la mise en place d'une éventuelle coordination sino-russe à propos des contentieux territoriaux, qui pourrait voir une stratégie de « diversion » russe en cas d'attaque des îles Senkaku par la Chine, par exemple⁶². Pour l'heure, Tokyo ne croît pas à l'existence d'une telle connivence : quand, en juin 2016, trois navires de guerre russes passent dans les eaux contiguës aux Senkaku, suivis, quelques heures plus tard, d'un bâtiment naval chinois, les milieux de la Défense japonais n'y voient pas d'action coordonnée mais plutôt une « opportunité » saisie par Pékin⁶³.

Malgré ces différences, la Russie attache de la valeur à ce dialogue 2+2 avec le Japon : il lui permet de faire valoir ses intérêts et montre que le pays n'est pas isolé diplomatiquement. Développer sa relation stratégique avec Tokyo permet aussi à Moscou de diversifier et d'approfondir son ancrage en Asie. En particulier, malgré le renforcement du partenariat avec Pékin, beaucoup à Moscou considèrent que la coopération avec la Chine a

59. V. Kashin, « Russian Views on Security and Foreign Policy in the Asia-Pacific and Prospects for Cooperation with Japan », *op. cit.* [15], p. 81. Confirmé par des entretiens avec des experts et officiels chinois en juin 2017 à Pékin.

60. En janvier-février 2017, les échanges entre Russie et Corée du Nord auraient bondi de 73 % par rapport à l'année précédente selon le ministère russe du Développement économique, grâce, notamment à une forte augmentation des exportations russes de charbon. Lire « Unexpected? Russia-North Korea Trade Nearly Doubles in January-February 2017 », Sputnik, 5 mai 2017, <https://sputniknews.com>.

61. Entretiens avec des experts russes de différents instituts de recherches et universités et japonais, Moscou, avril 2017.

62. K. Jimbo, « Sino-Russian Military Cooperation and Japanese Defense Policy », in S. Itoh *et al.*, *op. cit.* [6], p. 26.

63. H. Yamazoe et S. Akimoto, « Russia: President Putin's Visit to Japan », *op. cit.* [19], p. 170-171.

atteint ses limites⁶⁴ – qu'il s'agisse de la marge de progression dans les domaines économiques et sécuritaires ou des possibilités de coordination politique sur la scène internationale. Une méfiance quant aux finalités de la montée en puissance chinoise et ses répercussions sur les intérêts russes persiste également.

Bien que l'intérêt pour le dialogue bilatéral persiste, la coopération politico-militaire reste en pratique modeste. En 2013, les deux pays s'étaient accordés pour échanger entre leurs forces de l'armée de Terre, envoyer des observateurs aux exercices de manière régulière, et effectuer des manœuvres conjointes entre les unités de contre-piraterie présentes dans le golfe d'Aden. Des exercices de type *Search and Rescue* (SAR) ont déjà eu lieu et pourraient se reproduire, dans des zones stratégiques. La coopération de sécurité s'effectue donc principalement dans un cadre fonctionnel dans le secteur du SAR et de l'assistance humanitaire et post-catastrophe naturelle.

64. Entretien avec des experts russes, Moscou, avril 2017.

Conclusion

Depuis le déclenchement du conflit en Ukraine, la relation nippo-russe n'a pas évolué dans un sens positif pour le Japon. Tokyo s'est retrouvé pris en étau entre ses partenaires du G7 et son allié américain tout en ménageant son ami russe. Ce jeu délicat n'a pas payé aux yeux de Moscou, qui considère toujours l'archipel comme un « vassal » de Washington. Le retour de la problématique sécuritaire dans les discussions territoriales est d'ailleurs symptomatique du durcissement de la posture de défense russe vis-à-vis des puissances occidentales, et des États-Unis au premier chef. Par ailleurs, la Russie a réalisé, en faisant monter les enchères, que le bénéfice économique d'un éventuel accord territorial serait modeste. Dans le même temps, la dépendance économique et stratégique russe à l'égard de la Chine s'est accrue. Lors du sommet de décembre 2016 au Japon, Vladimir Poutine n'a donc fait aucune concession sur un éventuel retour des îles.

Toutefois, l'intérêt de la Russie à poursuivre un rapprochement pragmatique avec Tokyo, tout en contournant la question territoriale, est bien réel. Le Japon reste une puissance technologique et financière clé pour le développement de l'Extrême-Orient et un allié des États-Unis dont s'assurer la coopération et l'amitié est gratifiant pour la Russie. Enfin, la prolongation du *statu quo* concernant la souveraineté des Kouriles du Sud profite à la Russie, et la mise en place d'un plan de développement économique conjoint ne constitue pas une menace pour ses intérêts. Ainsi, la Russie est « prête à jouer avec le Japon aussi longtemps que Tokyo continue le jeu », selon un expert russe⁶⁵.

Après la désillusion de décembre 2016, Tokyo semble s'être résolu à abandonner la vision « romantique » de la relation pour embrasser une approche plus réaliste. Afficher les avancées, modérer les attentes, se servir de la relation bilatérale comme d'un levier ou d'une pression vis-à-vis de pays tiers comme Chine ou les États-Unis : la relation nippo-russe semble évoluer sur le modèle du partenariat « utilitariste » sino-russe⁶⁶. L'idée est donc pour les deux voisins d'engranger les progrès graduels de manière pragmatique : dans cette perspective, le chemin compte davantage que la

65. Entretien avec un universitaire russe expert des questions asiatiques, Moscou, avril 2017.

66. B. Lo, « Russie-Chine-Inde : un vieux triangle dans un nouvel ordre mondial ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 100, Ifri, avril 2017, p. 29, www.ifri.org.

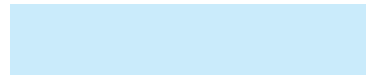
destination (qui reste officiellement le traité de paix). Les objectifs du Japon et de la Russie, revus à la baisse, devraient pouvoir être atteints à travers cette approche.

Pour autant, il est peu probable qu'un tel rapprochement nippo-russe soit réellement structurant, que ce soit pour la diplomatie russe, qui demeure très « occidental-centrée », pour la diplomatie japonaise, qui ne peut que difficilement s'écarter de la ligne américaine, ou pour le rapport de force géopolitique en Asie, qui s'organise autour de la rivalité sino-américaine.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [M. Souslov, « Le "Monde russe" : la politique de la Russie envers sa diaspora »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 103, juillet 2017.
- ▀ [A. Marin, « Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 102, juin 2017.
- ▀ [I. Facon, « Défense ukrainienne : une réforme difficile face à des défis multiples »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 101, mai 2017.
- ▀ [B. Lo, « Russie-Chine-Inde : un vieux triangle dans un nouvel ordre mondial ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 100, avril 2017.
- ▀ [M. Laruelle, « Le kadyrovisme : un rigorisme islamique au service du système Poutine ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 99, mars 2017.
- ▀ [E. Karine, « L'Asie centrale à l'épreuve de l'islam radical »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 98, Ifri, janvier 2017.
- ▀ [P. Baev, « La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 97, Ifri, novembre 2016.
- ▀ [V. Inozemtsev, « La modernisation de l'économie russe : les causes de l'échec »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 96, Ifri, septembre 2016.
- ▀ [V. Likhatchev, « Les radicaux de droite dans le conflit russo-ukrainien »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 95, Ifri, juillet 2016.
- ▀ [D. Trenin, « Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 94, Ifri, juin 2016.
- ▀ [A. Choumiline, « La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 93, Ifri, mai 2016.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org



ifri

institut français
des relations
internationales

